

Déforestation et incendies records en Amazonie : il est temps d'abandonner l'accord UE-Mercosur

Monsieur le Commissaire européen Valdis Dombrovskis,
Monsieur le Ministre français du commerce extérieur Franck Riester,
Monsieur Secrétaire d'État chargé des affaires européennes, Clément Beaune,
Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Julien Denormandie,
Madame la Ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili,

En avril de cette année, le commissaire européen au commerce, Monsieur Valdis Dombrovskis, a déclaré que l'Union européenne souhaitait que le Brésil et les autres pays du Mercosur prennent des engagements significatifs en matière de lutte contre le changement climatique et la déforestation d'ici à la fin de 2021 afin de faire avancer la conclusion de l'accord commercial UE-Mercosurⁱ. De tels nouveaux engagements qui auraient pour fonction de répondre aux préoccupations liées à la déforestation et au changement climatique pourraient être consignés dans une déclaration ajoutée à l'accord UE-Mercosur.

Au cours de l'année écoulée, les pays de l'UE, dont la France et l'Allemagne, ont également prévenu qu'ils ne seraient pas en mesure de ratifier l'accord si le Brésil ne s'engageait pas à freiner la déforestation en Amazonieⁱⁱ. Le parlement et le gouvernement autrichiens ont déjà opposé leur veto à l'accordⁱⁱⁱ.

Alors que l'on bat des records de déforestation et d'incendies de forêt en Amazonie brésilienne et que les populations autochtones se mobilisent en masse contre la forte augmentation des agressions à leur encontre^{iv}, nous ne pouvons que nous inquiéter du fait que l'idée de ratifier l'accord UE-Mercosur n'ait toujours pas été abandonnée. Et ce, malgré les nombreux appels internationaux en ce sens rendus publics par la société civile^v, les citoyens^{vi}, les syndicats^{vii}, les décideurs politiques et les universitaires^{viii} demandant à ce que la ratification de cet accord soit abandonnée.

Nous pensons que les récents développements, ainsi que de nouvelles études, soulignent une fois de plus que toute déclaration supplémentaire entre l'UE et les pays du Mercosur ne parviendra pas à résoudre les graves problèmes de déforestation et de changement climatique. Aucun engagement crédible et significatif ne peut être attendu du gouvernement brésilien. Il n'y a pas de "changement positif sur le terrain". Des études récentes prouvent le contraire. Les niveaux de déforestation et d'incendies de forêt n'ont jamais été aussi élevés et la répression envers les groupes indigènes et la société civile a encore augmenté au cours de la dernière année sous le gouvernement Bolsonaro. Les trois années de mandat du président brésilien Jair Bolsonaro seront les trois années où la déforestation sera la plus importante depuis 2008.

Par conséquent, nous appelons :

- la Commission européenne à abandonner son projet de ratification de l'accord UE-Mercosur ;
- les États membres de l'UE et le Parlement européen à rejeter cet accord, avec ou sans déclaration jointe ajoutée à l'accord ;
- les parlements nationaux à suivre l'exemple autrichien et à adopter des résolutions indiquant qu'ils n'approuveront pas l'accord.

Derniers développements au Brésil

La destruction de l'Amazonie brésilienne se poursuit à un rythme jamais vu depuis 10 ans. D'août 2020 à juillet 2021, 10 476 km² de forêt tropicale ont été détruits. Ce cumul est supérieur de 57% à la déforestation enregistrée lors de l'année précédente, d'août 2019 à juillet 2020, où 6 688 km² avaient été ravagés.

Le dernier rapport de Global Forest Watch montre que le Brésil est en tête du classement mondial des pertes de forêts primaires, qui ont augmenté de 25 % en 2020 par rapport à l'année précédente. Ce pic est dû à des incendies qui ont battu des records. Selon le MAAP^{ix}, il y a eu presque deux fois plus d'incendies majeurs en Amazonie brésilienne jusqu'à la fin août par rapport à la même période l'année dernière.

L'Amazonie est décisive pour faire face au changement climatique. Son sort nous concerne tous. Nous comptons sur les forêts pour capter une part du dioxyde de carbone que les humains, les entreprises et les pays relâchent en brûlant des combustibles fossiles. L'Amazonie a toujours rempli cette fonction essentielle. Mais comme les scientifiques le montrent aujourd'hui, les incendies de forêt mettent cette fonction en danger.

De nouvelles recherches révèlent que certaines parties de l'Amazonie sont déjà si endommagées qu'elles émettent désormais plus de carbone qu'elles n'en absorbent^x. Parallèlement, le rapport historique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), publié cet été, montre que la forêt tropicale se réchauffe et s'assèche à un rythme beaucoup plus rapide que dans les autres régions du monde^{xi}.

La dégradation des forêts a également atteint un niveau record : 6 062 km² en 2021, le total le plus élevé depuis 2017. Il y a eu une augmentation de 87 % de la dégradation des forêts par rapport à 2018^{xii}.

Dans son récent rapport, le GIEC prévient avec insistance que la combinaison de la déforestation, de conditions plus sèches et d'une augmentation des incendies peut conduire la forêt tropicale au-delà d'un point de basculement dangereux, d'une dégradation rapide de la surface des terres et d'une nouvelle évolution vers un climat plus sec^{xiii}.

Tout cela se produit alors que le gouvernement brésilien fait exactement le contraire de ce qui est nécessaire. Il nourrit activement la déforestation par ses politiques. Le gouvernement actuel n'a cessé de démanteler les politiques environnementales, compromettant sérieusement la capacité du Brésil à respecter ses engagements nationaux et internationaux en matière de climat. Depuis juin 2019, le régime brésilien a intensifié sa politique anti-environnementale, faisant reculer l'application de la loi, harcelant les fonctionnaires, réduisant les budgets des agences environnementales et interrompant la collecte des amendes environnementales^{xiv}.

En juin, le ministre brésilien de l'Environnement, Ricardo Salles, a démissionné à la suite d'une enquête criminelle sur des soupçons d'implication dans l'exploitation forestière illégale et l'exportation de bois illégal de la forêt amazonienne vers les États-Unis et l'Europe. Il avait été le principal négociateur du Brésil dans les pourparlers avec les États-Unis concernant le financement de la préservation de la forêt amazonienne.

Au Congrès, le gouvernement Bolsonaro et le lobby agro-industriel "ruralista" ont placé davantage de partisans à des postes clés de haut niveau. Ces politiciens ont permis aux propositions de ce lobby de progresser de manière plus agressive, notamment en multipliant les attaques contre les peuples indigènes et leurs territoires. Les populations indigènes du Brésil se préparent à une recrudescence de violations de leurs territoires et des violences après l'adoption par la chambre basse du Congrès d'un projet de loi controversé qui pourrait faciliter les accaparements de terres et contribuer à légaliser les revendications des accapareurs de terres qui occupent des forêts publiques et des territoires indigènes en attente de délimitation^{xv}. Cette législation n'est qu'un des nombreux projets de loi fédéraux et d'État qui menacent les droits des populations indigènes et qui s'inscrivent dans un contexte plus large d'attaques et de violences sur les terres indigènes dans tout le pays.

Ces derniers mois, des milliers d'autochtones de tout le pays ont organisé des mobilisations de masse sans précédent^{xvi} à Brasilia contre la politique anti-indigène du Congrès national et du gouvernement fédéral et contre la décision historique attendue de la Cour suprême de modifier les règles de protection des terres autochtones au Brésil, à la demande du lobby ruraliste, ce qui conduit à déterminer l'avenir des terres autochtones. Les territoires indigènes stockent dans leur biomasse plus de carbone que tout autre type de territoire et accueillent plus d'un tiers de tout le carbone aérien de l'Amazonie. Ils servent toujours de puits de carbone^{xvii}. D'autre part, des études montrent que de grandes parties du sud et de l'est de l'Amazonie - où les taux de déforestation et d'incendies sont les plus élevés - sont désormais des sources nettes de carbone^{xviii}.

Dans ce contexte dévastateur, la ratification de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur ne fera qu'exacerber la situation. L'augmentation des exportations de viande, de soja et d'éthanol vers l'UE fera croître la demande supplémentaire de terres et incitera fortement à poursuivre la déforestation afin de générer de nouveaux pâturages au bétail et des monocultures de soja et de canne à sucre. Une étude, commandée par le gouvernement français, a montré que la déforestation pour les exportations vers l'UE pourrait augmenter de 5 % par an. Cet accord favoriserait les intérêts des secteurs

économiques qui sont pointés par le GIEC et la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) comme des moteurs évidents de changement climatique et de la perte de biodiversité.

Conclusion

Nous sommes donc fermement convaincus qu'ajouter à l'accord UE-Mercosur une annexe ou une déclaration conjointe supplémentaire sur le développement durable ne freinera ni n'arrêtera les impacts écologiques ou les violations des droits humains qui se produisent sur le terrain au Brésil. En outre, une étude juridique récente commandée par MISEREOR, Greenpeace et la CIDSE a révélé que ni les protocoles ni les déclarations interprétatives ne suffiront à régler les problèmes de cet accord. Par conséquent, si l'UE veut être cohérente avec l'Accord de Paris, le Green Deal européen et la stratégie de l'UE en matière de biodiversité^{xix}, elle ne peut pas procéder à la ratification de cet accord commercial.

Des citoyens de toute l'Europe mènent des actions dans des villes européennes et sud-américaines pour vous demander des comptes et vous appellent à retirer cet accord de la table. La société civile et les citoyens vous surveillent de près et nous ne vous laisserons pas adopter un accord qui va directement à l'encontre des populations et de la planète. Si vous souhaitez améliorer les relations commerciales entre l'UE et le Mercosur, nous vous demandons de mettre fin à cet accord et de rouvrir les négociations sur la base d'un nouveau mandat qui donne la priorité aux personnes et à la planète et qui s'attaque aux déséquilibres structurels entre nos économies au lieu de les aggraver.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire européen, Mesdames et Messieurs les ministres, l'expression de nos sentiments distingués,

Signataires en France :

Action Aid- Peuples Solidaires
Aitec
Amis de la Terre France
Attac France
Autres Brésils
Bloom
Campagne Glyphosate 33
CCFD-Terre Solidaire
Coalition Solidarité Brésil
Collectif Stop CETA-Mercosur
Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA-Nitassinan)
Comité FAL-Solidarités Paysannes Internationales
Comité Pauvreté et Politique
Communauté de l'Arche, Non-violence et Spiritualité
Confédération Général du Travail - CGT
Confédération paysanne
Emmaüs International
Foodwatch France
Fondation Copernic
Fondation Danielle Mitterrand
France Amérique Latine - FAL
France Nature Environnement
FSU
Génération Futures
GITPA (Groupe international de travail pour les peuples autochtones)
Les Amis du Monde Diplomatique
Les Amis du Mouvement des travailleurs sans terre du Brésil
Ligue des droits de l'Homme
Notre Affaire à Tous
Réseau Européen pour la Démocratie au Brésil (RED.Br)
réseau Roosevelt
Sherpa
SOL Alternatives Agroécologiques et Solidaires
WeMove Europe

Contact : Collectif Stop CETA-Mercosur - <contact@collectifstopptafta.org>

- i <https://www.reuters.com/article/eu-mercosur-trade-idUSL8N2MN6EK>
- ii <https://www.politico.eu/article/dombrovskis-hopes-to-save-mercosur-deal/>
- iii <https://www.bilaterals.org/?austria-reaffirms-its-veto-of-the>
- iv <https://www.theguardian.com/world/2021/jan/23/jair-bolsonaro-could-face-charges-in-the-hague-over-amazon-rainforest>
- v Le 15 mars dernier, plus de 450 organisations en Europe et dans les pays du Mercosur se sont unies pour lancer la coalition Stop EU-Mercosur
- vi Partout en Europe, les citoyens s'inquiètent de cet accord. Un sondage réalisé par YouGov auprès de citoyens européens dans 12 pays a révélé que 75 % des citoyens veulent "stopper l'accord UE-Mercosur ». (lien du sondage : <https://www.sumofus.org/media/-of-the-public-ask-for-eu-mercosur-trade-deal-to-be-stopped-if-it-drives-deforestation---poll/>)
- vii <https://www.etuc.org/en/publication/cono-surccscs-etuc-joint-statement-bi-regional-association-agreement-between-european>
- viii <http://s2bnetwork.org/open-letter-sia/>
- ix https://maaproject.org/2021/amazon_fires-august/
- x <https://www.nature.com/articles/s41586-021-03629-6>
- xi Chapter 8, page 112 IPCC report - https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_Chapter_08.pdf
- xii <https://www.oc.eco.br/en/sem-combate-desmatamento-mantem-alta-em-2021/>
- xiii Chapter 8, page 112 IPCC report https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_Chapter_08.pdf
- xiv <https://www.oc.eco.br/en/passando-a-boiada-o-segundo-ano-de-desmorte-ambiental-sob-jair-bolsonaro/>
- xv <https://news.mongabay.com/2021/08/indigenous-brazilians-fear-surge-in-violence-as-land-grab-bill-nears-passage/>
- xvi <https://apiboficial.org/2021/08/25/the-mobilisation-continues/?lang=en>
- xvii Wayne S. Walker et.al: The role of forest conversion, degradation, and disturbance in the carbon dynamics of Amazon indigenous territories and protected areas. Proceedings of the National Academy of Sciences Feb 2020, 117 (6) 3015-3025; DOI: 10.1073/pnas.1913321117
- xviii Luciana Gatti et.al.: Amazonia as a carbon source linked to deforestation and climate change, Nature 595, pages 388–393 (2021), doi:10.1038/s41586-021-03629-6, , published 14 July 2021
- xix La stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 (Bringing nature back to our lives) est un élément essentiel du GrenDeal européen. Le chapitre 4.2.2. portant sur la politique commerciale indique que « La politique commerciale soutiendra activement la transition écologique, dont elle fera partie intégrante. Dans cet esprit, la Commission garantira la mise en œuvre intégrale et le respect absolu des dispositions en matière de biodiversité figurant dans tous les accords commerciaux, notamment par l'intermédiaire du chef de l'application des législations commerciales de l'Union européenne. La Commission veillera à mieux évaluer l'incidence des accords commerciaux sur la biodiversité en menant des actions de suivi pour renforcer, le cas échéant, les dispositions en matière de biodiversité dans les accords existants et à venir. La Commission présentera également, en 2021, une proposition législative et d'autres mesures visant à éviter ou à limiter la mise sur le marché de l'Union de produits associés à la déforestation ou à la dégradation des forêts, ainsi qu'à promouvoir des importations et des chaînes de valeur respectueuses des forêts. » - <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020DC0380&from=ES>